

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

N° DE MARCHE : **MA 26 ES 0002**

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATION EN MATIERE D'ELECTRICITE  
ET DE MENUISERIE EXTERIEURE DES BATIMENTS DE LA DIRECTION REGIONALE  
EST DE FILIERIS POUR LES DEPARTEMENTS DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE (54),  
DE LA MEUSE (55) ET DE LA MOSELLE (57).

Annexe 1 : liste des sites de la DR EST de FILIERIS (*annexe non-contractuelle*)

*Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, Avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## Table des matières

Article 1.	Objet du Marché – lieux d’exécution .....	3
Article 2.	Décomposition du Marché en lots.....	3
Article 3.	Prescriptions techniques générales communes .....	3
3.1	Stockage des matériaux .....	3
3.2	Percements et scellements .....	3
3.3	Protection des ouvrages .....	4
3.4	Déplacement de mobilier.....	4
3.5	Qualité des produits et matériaux utilisés .....	4
3.6	Procédure en cas de découverte de produits dangereux (amiante ou plomb).....	4
3.7	Marques et références.....	4
3.8	Techniques de construction .....	5
Article 4.	Prescriptions techniques applicables par lot .....	5
4.1	Electricité CFO/CFA.....	5
4.2.	Menuiseries extérieures .....	5
Article 5.	Urgence.....	6

## Article 1. Objet du Marché – lieux d'exécution

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent des travaux d'entretien et de réparation, en matière d'électricité et de menuiserie extérieure des bâtiments de la Direction Régionale EST de FILIERIS pour les départements de la Meurthe et Moselle (54), de la Meuse (55) et de la Moselle (57).

Ne sont pas concernés, les travaux faisant l'objet d'une opération caractérisée par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

Sont concernés tous les bâtiments dans les départements cités ci-dessus.

## Article 2. Décomposition du Marché en lots

Le marché est alloté comme suit :

N° lot	Intitulé
1	Electricité courant fort / courant faible (CFO/CFA) pour les départements 54/55/57
2	Menuiserie extérieure pour les départements 54/55/57

## Article 3. Prescriptions techniques générales communes

### 3.1 Stockage des matériaux

L'entreprise titulaire doit stocker ses fournitures à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures pouvant survenir du fait de l'activité du chantier, le stockage sur site devra être les fournitures utilisées le jour J ou au plus tard le jour J+1. Sinon, les fournitures devront être conservées par le titulaire (et sous sa responsabilité).

Les stockages sur les planchers des étages doivent être compatibles avec les surcharges admissibles.

En cas de difficultés de stockage, les aires de stockage ne devront pas entraver les circulations ou zones d'intervention et leurs implantations seront préalablement validées par le représentant du service occupant.

### 3.2 Percements et scellements

Ils seront exécutés par l'entreprise qui en a la nécessité. Néanmoins, les prescriptions suivantes seront respectées :

- toute intervention concernant les éléments porteurs d'un bâtiment est préalablement soumise au service bénéficiaire ;
- il est formellement interdit à toutes entreprises de refouiller dans les ouvrages en béton armé. En cas de nécessité, seules des entreprises de maçonnerie seront habilitées à exécuter les travaux après accord du service bénéficiaire :
- motifs architecturaux (pierre, plâtre, bois...) : la décision du service bénéficiaire est nécessaire
- l'entreprise bénéficiaire doit vérifier l'existence de conduits ou canalisations cachés ou encastrés et prendre les dispositions nécessaires à leur protection et conservation.

### **3.3 Protection des ouvrages**

L'entreprise titulaire doit mettre en place les protections nécessaires à l'exécution de ses travaux ainsi qu'à la protection des ouvrages existants et exécutés. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur du lot concerné par l'ouvrage détérioré sera réputé responsable et subira toutes les conséquences en découlant. Il fera son affaire des relations avec les entrepreneurs des autres lots jusqu'à la réception des travaux.

### **3.4 Déplacement de mobilier**

Les entreprises peuvent être amenées à déplacer du mobilier avant d'entreprendre leurs travaux. Dans ce cas, le coût de la prestation sera rémunéré sur la base du taux horaire de main d'œuvre fixé au marché.

### **3.5 Qualité des produits et matériaux utilisés**

Les produits mis en œuvre seront conformes aux normes en vigueur et comporteront le marquage CE ou équivalent sauf impossibilité justifiée. Les types et marques de matériaux employés devront être courants et reconnus sur le marché, les matériaux mis en œuvre devront être conformes au règle de l'art (DTU qui s'appliquent, réglementation thermiques, sécurité incendie, etc.).

### **3.6 Procédure en cas de découverte de produits dangereux (amiante ou plomb)**

En cas de découverte de substances dangereuses (amiante, plomb, etc.) pendant la réalisation des travaux, le titulaire doit arrêter immédiatement les travaux et avertir le service bénéficiaire.

### **3.7 Marques et références**

Toutes les marques et références indiquées dans les annexes financières sont à titre d'exemple. Le titulaire pourra présenter tous produits, matériaux ou procédés ayant des caractéristiques équivalentes et compatibles avec les réglementations en vigueur (DTU, etc.).

### **3.8 Techniques de construction**

Les travaux seront réalisés selon des procédés de construction traditionnels (techniques courantes). Toutes les techniques utilisées feront l'objet de :

- Normes et NF DTU ;
- Règles professionnelles acceptées par la C2P ;
- Recommandations professionnelles des grands programmes (RAGE, PACTE et PROFEEL) ;
- Recommandations professionnelles de réemploi acceptés par la C2P (depuis 2024).

## **Article 4. Prescriptions techniques applicables par lot**

### **4.1 Electricité CFO/CFA**

#### **Lot 1.**

Les installations électriques sont réalisées sous le contrôle du maître d'ouvrage et d'un organisme de contrôle désigné et financé par le maître d'ouvrage. En cours de travaux, à leur achèvement et pendant toute la période de garantie, l'entreprise doit se prêter aux différents essais et vérifications, qui peuvent lui être demandés. En conséquence, l'entreprise doit fournir à cet organisme tous documents et renseignements nécessaires concernant les dispositions prises. Selon les directives de l'organisme de contrôle, l'entreprise doit éventuellement modifier son projet et, sans augmentation de prix, dans la limite des spécifications du présent descriptif, des normes et règlements en vigueur. A la terminaison de l'installation, l'entreprise doit effectuer la vérification complète des appareils.

Celle-ci fait l'objet d'un rapport établi par l'organisme de contrôle pour être transmis au service bénéficiaire. Cette intervention est postérieure à l'exécution et a pour but de s'assurer que l'installation est parfaitement conforme à la réglementation et qu'elle peut être réceptionnée. A ce titre, elle effectue les opérations de démontage et remontage des appareils et des parties d'installation qui sont indispensables pour effectuer ces contrôles. Les vérifications comportent notamment :

- la conformité des installations aux normes et règlements en vigueur et aux prescriptions du présent descriptif
- la mesure de l'isolement qui est effectuée entre conducteurs et par rapport à la terre
- la mesure de la résistance de la prise de terre
- le contrôle de l'équilibre des phases
- le contrôle du calibre de réglage des appareils de protection
- la vérification des dispositifs de raccordements des conducteurs

### **4.2. Menuiseries extérieures**

#### **Lot 2.**

Les travaux concernés portent sur les éléments ci-après (liste non exhaustive) :

- Fourniture et pose de menuiseries en profilés PVC type KBE ou équivalent
- Fourniture et pose de menuiseries en profilés ALUMINIUM de type REYNAERS ou équivalent
- Brise soleil
- Volets roulants
- Portes

- Charpentes métallique – tôlerie

## Article 5. Urgence

Les règles retenues seront différentes.

En cas de non-respect des obligations d'urgence, le titulaire encourra des pénalités telles que prévues à l'article 13 du CCAP.

Il y a urgence lorsqu'un site quel qu'il soit doit faire l'objet de travaux en cas de menace grave et imminente pour les différents occupants de ces sites.

Cette notion d'urgence devra être IMPERATIVEMENT indiquée sur la commande reçue par le TITULAIRE. Le TITULAIRE ne pourra être appelé en urgence que par une personne habilitée, dont la liste sera communiquée au TITULAIRE lors de la mise en place du marché.

Aux jours et heures d'ouverture de la société, en cas d'intervention urgente la société devra intervenir selon les délais demandés ci-dessous aux prix de main d'œuvre « normaux ».

Toute intervention d'urgence qui aura lieu après les heures de fermeture du TITULAIRE, la nuit, les week-ends et jours fériés aura pour conséquence d'entraîner l'application des prix de main d'œuvre « majorés » fixés en cas d'urgence et indiqués dans l'annexe financière des lots concernés.

**Les lots suivants sont concernés par ces interventions urgentes :**

- 1 : électricité
- 2 : Menuiserie extérieure

### **Modalités d'intervention urgentes**

L'entreprise lors de sa sollicitation dans ce cadre uniquement est tenue de prendre en compte notre demande sous **DEUX (2) heures ouvrées** afin de mettre le site en sécurité.

**L'entreprise est tenue de répondre aux demandes urgentes des sites uniquement pendant ses périodes d'ouverture, à savoir : 7h30 – 12 h00 – 13 h00 -16 h 30.**

Le cas échéant, lors d'urgence, le titulaire devra prévenir le chef des travaux ou le responsable technique de l'établissement de sa venue, de sa présence et de son départ du site, par mail ou téléphone. Cette intervention d'urgence aura pour conséquence de majorer le montant total hors taxe du devis au taux indiqué par le titulaire dans le BPU à condition que la panne technique soit réparée provisoirement ou définitivement sous **HUIT (8) HEURES** de manière à ne pas empêcher le bon fonctionnement du site.

Dans ce cas, l'intervention du TITULAIRE consistera uniquement dans la mise en sécurité des biens et des personnes, aucuns travaux ne sont demandés à ce moment-là.

La société TITULAIRE reviendra impérativement dans les **24 heures suivant l'intervention urgente afin de chiffrer les travaux de réparation nécessaires.**

A l'issue des travaux définitifs, l'entreprise devra en informer Filieris.